

Afrique du Sud: perquisitions dans l'enquête sur un contrat d'armement

JOHANNESBURG (AFP) - jeudi 27 novembre 2008 - 9h19 - La police sud-africaine a mené mercredi une série de perquisitions dans le cadre de son enquête au long cours sur un énorme contrat d'armement public qui empoisonne la vie politique du pays depuis près de dix ans, a indiqué jeudi le porte-parole du parquet. "Les Scorpions (une unité d'élite de la police criminelle) ont exécuté hier de manière synchronisée plusieurs mandats de perquisitions dans un certain nombre de bureaux et de résidences dans le pays", a déclaré Tlali Tlali sur la radio publique SAFM.

"L'enquête porte sur des soupçons de fraude et corruption (...) dans le cadre du contrat d'armement" public signé 1999, a précisé le porte-parole des services du procureur général (NPA). Les perquisitions ont eu lieu dans sept endroits dans les provinces du Gauteng (centre), Western Cape (ouest) et KwaZulu-Natal (est), a-t-il ajouté. Selon le quotidien The Star, les perquisitions visaient Fana Hlongwane, un ancien conseiller de Joe Modise, alors ministre de la Défense (décédé en 2001), et d'un homme d'affaires zimbabwéen, soupçonnés par la justice britannique d'avoir reçu des pots-de-vin de l'entreprise BAe Systems.

En 1999, le gouvernement sud-africain avait acheté des hélicoptères, avions de chasse, navires de patrouille et sous-marins, pour un total de plus de 5,5 milliards de dollars, à cinq groupes européens dont le Britannique BAe Systems et le Français Thales (alors Thomson-CSF). Ce contrat, qui est soupçonné d'avoir donné lieu à d'énormes pots-de-vin, empoisonne la vie politique sud-africaine depuis sa signature. Le chef du Congrès national africain (ANC, au pouvoir), Jacob Zuma, favori à la présidentielle de 2009, a lui-même été inculqué à deux reprises dans le cadre de l'enquête, avant que la procédure ne soit annulée pour vice de forme.

Le dossier est également indirectement responsable de la démission forcée de l'ancien chef d'Etat Thabo Mbeki, soupçonné d'avoir instrumentalisé la justice pour écarter son rival Jacob Zuma.

Afrique - Foot - Echos d'Afrique - Bocandé dirigeant ?

Lequipe.fr, 27/11/2008 08:58

L'ex-gloire du football sénégalais Jules-François Bocandé veut la présidence de la Fédération ; le Camerounais Issa Hayatou, seul candidat, veut rempiler à la tête de la CAF ; l'équipe féminine de la Guinée Equatoriale a remporté une victoire historique sur le Nigeria en demi-finale de la CAN 2019 ; la Zambie ne veut pas de Léopards de la RD Congo sur son territoire... Les échos africains, comme tous les jeudis.

SENEGAL : Bocandé sur les traces de Platini

L'ancien attaquant-vedette des Lions de la Téranga des années 80, Jules-François Bocandé, a décidé d'abandonner le survêtement pour le costume. «*Je veux être le président de la Fédération sénégalaise de football. C'est mon rêve, parce que j'ai un statut qui m'y autorise*», a-t-il déclaré à la presse locale. Meilleur buteur du championnat de France de L1 en 1986 avec Metz, Jules Bocandé (*photo L'Equipe*) a débuté en Belgique avant de porter les couleurs du Paris-SG, Lens, Nice. Depuis 1994, Jules Bocandé a régulièrement fait partie du staff technique des Lions de la Téranga. A signaler que c'est un Comité de Normalisation agréé par la FIFA qui dirige le football sénégalais depuis quelques mois.

NIGERIA : Des hommes chez les féminines ?

«*Nous croyons fermement qu'il y a deux hommes dans la sélection des équato-guinéens*», a déclaré à Malabo, le vice-président de la fédération nigérienne, à la suite de la défaite de son équipe devant la Guinée Equatoriale (1-0), en demi-finales de la Coupe de la CAN féminine. Il aurait déposé des réserves techniques auprès de la confédération africaine (CAF) tout en demandant de procéder à la vérification des sexes. La Guinée Equatoriale, qui a fêté sa victoire «historique» comme un 14 juillet, a mis fin à l'invincibilité des Super Falcons, vainqueurs des cinq premières éditions de l'épreuve continentale.

TOGO : Les deux passeports de Vincent Tchala

Accusé d'avoir «squatté» le passeport de l'international Vincent Tchala, le président du club togolais de l'Asko de Kara, Wala Adjaïde, a fait savoir qu'il n'a rien à voir avec cette affaire. Vincent Tchala, qui évolue au club Africain de Tunis, a été arrêté à l'aéroport de Lomé parce qu'il était en possession de deux passeports, un togolais et un autre nigérian. Mais comme la date et le lieu de naissance ne correspondaient pas sur les deux documents, il a été retenu par les services de l'office de l'immigration. A l'origine de cette affaire, 30 000 dollars de son transfert qui n'ont pas été versés par les tunisiens au club togolais. Finalement, Vincent Tchala a été libéré.

CAF : Un nouveau mandat pour Issa Hayatou

Le retrait du président de la fédération ivoirienne Jacques Anouma a laissé la voie libre au président de la Confédération Africaine Football (CAF) Issa Hayatou pour un nouveau mandat de quatre ans à

la tête de l'instance africaine. L'assemblée générale prévue en février 2009 à Lagos ne sera qu'une simple formalité pour le Camerounais, qui a reçu le soutien de plusieurs fédérations régionales dont la puissance UFOA et ses dix-sept pays. Issa Hayatou dirige la Confédération depuis la CAN 1988 au Maroc et il a toujours été réélu avec une large majorité. Durant ses vingt ans de règne, il a «étouffé» toute forme d'opposition mais cette fois-ci, ses amis le pressent d'apporter des changements dans la gestion du football africain.

RD.CONGO : La Zambie refuse les visas aux Léopards

Les événements du Kivu en RD Congo ont perturbé la préparation de l'équipe nationale des Léopards locaux dirigés par le sélectionneur Mutubile Santos. Les autorités zambiennes, craignant de voir des joueurs congolais s'installer sur leur territoire, ont décidé de refuser l'entrée de l'équipe dans leur pays. Les Léopards, qui doivent disputer samedi 29 novembre un match capital contre le Cameroun à Yaoundé pour le compte du dernier tour éliminatoire de la CHAN 2009, sont restés à Kinshasa.

EGYPTE : Al Ahly veut le camerounais Kamilou Daouda

Manuel José, l'entraîneur portugais d'Al Ahly sextuple champion d'Afrique des clubs, a été séduit par Kamilou Daouda, l'attaquant nigérian de Coton Sport de Garoua, lors de la finale (aller-retour). Il a convaincu ses dirigeants de le recruter. Et ces derniers ont mis sur la table 500 000 dollars pour le voir sur les bords du Nil. Si les dirigeants camerounais acceptent la transaction, l'attaquant nigérian rejoindra le Caire durant le Mercato d'hiver. Sa tâche sera ardue puisqu'il devra remplacer le buteur maison, Imad Moutaab transférée à Al Ittihad Jeddah (Arabie Saoudite). -**Ab.LAHOUARI**

Morts du sida en Afrique du Sud: la politique de santé en question

WASHINGTON (AFP) - mercredi 26 novembre 2008 - 14h43 - L'incapacité des autorités sud-africaines à fournir aux patients souffrant du virus VIH les médicaments adaptés a causé la mort de 365.000 personnes entre 2000 et 2005, selon une récente étude de l'université Harvard. Selon des chercheurs de l'école de santé publique de Harvard (HSPH), le gouvernement sud-africain aurait pu empêcher ces décès s'il avait fourni des antirétroviraux aux patients ainsi que des médicaments pour les femmes enceintes, afin qu'elles ne transmettent pas le VIH à leurs enfants.

L'étude, publiée en ligne en octobre et reprise cette semaine par le Journal of Acquired Immune Deficiency Syndromes, conclut à la responsabilité directe dans ces centaines de milliers de décès du gouvernement du président Thabo Mbeki (1999-2008), fortement critiqué pour son refus d'appliquer des réponses scientifiques au virus du sida. "Beaucoup de vies ont été perdues par suite de l'incapacité à accepter l'utilisation de (médicaments antirétroviraux) pour prévenir et traiter la survenue du VIH-sida en temps utile", selon ces chercheurs.

La ministre de la Santé de Thabo Mbeki, Manto Thsabalala-Msimang, a été largement discréditée pour avoir proposé de traiter le virus à l'aide de jus de citron, d'huile d'olive, d'ail et de betteraves.

L'Afrique du Sud est le pays comptant le plus grand nombre de séropositifs au monde, avec plus de 5,5 des 48 millions d'habitants porteurs du virus.

Les chercheurs de Harvard ont établi que le pays avait perdu un total de 3,8 millions d'années de vie par suite des décès de 330.000 adultes qui n'ont pas bénéficié des traitements adéquats et de 35.000 bébés nés avec le HIV et qui n'ont pas survécu. Pour leur modélisation, ils ont comparé l'Afrique du Sud avec le Botswana et la Namibie voisins, qui souffrent également de l'épidémie mais ont mis en place une politique de traitement adaptée. Selon l'Organisation mondiale de la santé, 33 millions de personnes sont infectées par le virus du VIH-sida à travers le monde, et environ 2 millions en sont mortes en 2007.

Les égouts débordent, les déchets s'empilent et le choléra s'étend à Harare

HARARE (AFP) - jeudi 27 novembre 2008 - 11h23 - Les enfants courent le long d'égouts qui débordent et sautent par dessus des montagnes de déchets, accumulés à quelques pas de la clinique de Budiriro, dans la banlieue de Harare, convertie depuis quelques semaines à la lutte contre le choléra. Devant l'établissement, une centaine de malades attendent patiemment leur tour, tout en sachant que le manque de médicaments et de matériel empêchera de les soigner correctement. "La situation est mauvaise", estime un patient allongé à même le sol entre d'autres malades, dont les plus chanceux reposent sur des lits sans matelas.

"Ils n'ont pas de perfusion. Quand elles arriveront, il sera peut-être trop tard pour une partie d'entre nous", ajoute-t-il. Présage funeste, un véhicule des pompes funèbres est garé à l'extérieur de la clinique. Le quartier de Budiriro est l'épicentre d'une épidémie de choléra dans le pays qui a déjà contaminé près de 9.000 personnes et fait 366 morts entre la mi-août et le 25 novembre, selon les Nations unies.

Le choléra, qui prolifère dans l'eau salie par les excréments humains, provoque des diarrhées et des vomissements pouvant conduire à la mort par déshydratation, mais peut facilement se soigner s'il est traité à temps. Se laver les mains, nettoyer la nourriture et boire de l'eau potable limite la propagation de la maladie mais, dans la majeure partie du Zimbabwe, il est difficile de suivre ces précautions de base. L'effondrement de l'économie depuis huit ans s'est accompagné d'un délabrement des réseaux d'eau, d'assainissement, particulièrement visible dans la banlieue de Harare, où les vendeurs des rues continuent de proposer des fruits et légumes au milieu de débris, ignorant les mouches qui survolent leurs étals.

"Il n'y a pas d'eau potable ni de chasse d'eau dans les toilettes", confie à l'AFP Chipo Chimwe, qui habite dans le quartier voisin de Kambuzuma. "Nous allons mourir si les choses demeurent en l'état". "Ils disent que nous devons faire bouillir notre eau, mais il n'y a ni eau ni électricité. Nous avons besoin d'une aide urgente", lance-t-il. Les femmes et enfants de Kambuzuma n'osent pas non plus utiliser l'eau courante dans leurs maisons et lavent leur linge dans un puits creusé par la communauté. "Le peu d'eau qui sort de nos robinets n'est pas traitée", explique Tracy Mutasa. "L'eau soi-disant potable sent les poubelles. Les enfants ont la diarrhée. Nous ne savons pas quand les choses rentreront dans l'ordre."

Malgré l'inquiétude grandissante de la population, le gouvernement du président Robert Mugabe persiste à assurer que la situation est "sous contrôle" et refuse de déclarer l'état d'urgence, réclamé par plusieurs associations locales et des organisations d'aide internationale. Avec défiance, le ministre adjoint de la Santé Edwin Muguti a même déclaré à l'AFP que la flambée de choléra était "le résultat des sanctions illégales imposées par l'Occident". Le régime accuse régulièrement les sanctions occidentales imposées après la réélection controversée du président Mugabe en 2002 d'être à l'origine des maux du pays, bien que ces sanctions ne visent que des proches du pouvoir. En attendant une réaction de l'Etat, les Zimbabwéens comptent leurs morts sans même pouvoir suivre les rites funéraires traditionnels.

"Si quelqu'un meurt du choléra, il doit être mis dans un sac plastique et son corps enfermé dans un cercueil", explique un responsable sanitaire, sous couvert d'anonymat. "Cette personne doit être enterrée dans les trois jours et, malheureusement, personne ne pourra la veiller, ce qui est très impopulaire."

GUINÉE - La Cour d'Assises de Conakry prononce une peine de mort pour homicide

26 novembre 2008 - par APANEWS

La Cour d'Assises de Conakry a condamné à la peine capitale, un homme jugé pour le meurtre d'une femme tuée en 2006, au quartier Bambeto de la capitale guinéenne. Boubacar Sidy Diallo avait mortellement poignardé la dame Kanifing Keita, dont il voulait juste « prendre le téléphone portable », selon l'explication qu'il a donnée des circonstances de l'agression à l'arme blanche.

Selon l'accusé, la victime était au volant de sa voiture, au rond point de Bambeto, lorsqu'il a décidé d'opérer, à la faveur du crépuscule. Kanifing ayant refusé d'obtempérer à la menace de Diallo, ce dernier l'a tout bonnement atteinte à la poitrine.

La fermeté de la Cour a soulagé les proches de la victime. L'affaire Boubacar Sidy Diallo a été la première de la Session ouverte officiellement le 24 novembre dernier avec au menu 108 dossiers, dont des cas de crimes de sang, viols et trafics de drogue.

GHANA - Au moins 25 morts dans l'explosion d'un camion-citerne

26 novembre 2008 - par AFP

Au moins 25 personnes ont été tuées et plus de 40 blessées par l'explosion d'un camion-citerne dans le centre du Ghana, a-t-on annoncé de sources hospitalières locales. Au total, 44 personnes ont été blessées, dont certaines grièvement, par l'explosion qui s'est produite à Techiman, dans la région agricole de Brong-Ahafo, à environ 400 km au nord-est de la capitale Accra.

De nombreuses victimes, qui ont été totalement calcinées par l'incendie, étaient en train de récupérer du carburant du camion accidenté lorsque l'explosion s'est produite. Le camion-citerne reliait Kumasi, la deuxième ville du pays, à Techiman lorsqu'il a manqué un virage et est tombé dans un fossé. Des villageois se sont alors immédiatement précipités sur les lieux pour récupérer l'essence. Après l'explosion et alors que les ambulances tardaient à arriver sur le lieu du drame, les automobilistes présents sur place ont dû évacuer à mains nues les blessés et les morts pour les transporter à l'hôpital, a constaté un correspondant de l'AFP.

Après avoir éteint l'incendie, les pompiers ont continué à inspecter les buissons alentours à la recherche de personnes susceptibles d'avoir fui le brasier. Quelques heures après l'explosion le feu

couvait toujours dans ces buissons, nourri par l'harmattan, un vent sec venu du Sahara. De tels accidents, où des dizaines voire des centaines de personnes sont tuées alors qu'elles récupèrent du carburant sur des camions-citernes ou des oléoducs, sont fréquents en Afrique de l'Ouest.

Au Nigeria, pays riche en pétrole où presque la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, la population cherche régulièrement à se procurer gratuitement du carburant, quelle qu'en soit la source.

Le carburant est ensuite vendu aux automobilistes sur le bord des routes à un prix inférieur à celui pratiqué dans les stations-service. En 2010, le Ghana devrait rejoindre le club fermé des pays africains producteurs de pétrole, après la découverte de gisements au large de ses côtes.

BÉNIN - Des prières en prélude aux journées de concertations politiques

26 novembre 2008 - par APANEWS

A moins de 24 heures de la tenue des journées de réflexions sur la situation politique au Bénin, des messages de prières invitant les différents acteurs de la vie politique béninoise à la réconciliation, ont fleuri, les grandes artères des villes du sud du pays, a constaté APA. « Ces journées permettront d'engager un dialogue franc et sincère en vue de détendre l'atmosphère de méfiance qui entrave le bon fonctionnement des Institutions de la République et freine la poursuite du programme d'action du Gouvernement. », a-t-on indiqué

Outre ces messages de prières, le chef de l'État béninois, Yayi Boni, dans le seul souci de la préservation de la paix au cours de ces deux journées de réflexions, a entrepris depuis le début de cette semaine, un dialogue national avec les leaders de l'opposition politique du pays. Il s'est entretenu notamment avec, le groupe des 13 députés dissidents de la majorité parlementaire ; du président du Parti social démocrate (PSD), Bruno Amoussou, du président d'honneur de la Renaissance du Bénin (RB), Nicéphore Soglo ; du président du Parti pour le renouveau démocratique (PRD), Adrien Houngbédji.

De source proche de la présidence béninoise, l'intention du chef de l'Etat béninois, est d'instaurer un dialogue avec ces différents leaders politiques qui se réclament de l'opposition, avant l'ouverture jeudi matin des journées de réflexion sur la situation politique du Bénin. « En invitant chacun de ces acteurs de la vie politique du pays dans son cabinet, le président Yayi Boni, a manifesté sa volonté de calmer les ardeurs de ces différents responsables politiques afin que les débats qui seront menés au cours de ces deux journées de réflexion, ne soient pas passionnées », a confié à APA, un responsable de la présidence béninoise sous le couvert de l'anonymat.

Mais pour Antoine Idji Kolawolé, vice président du mouvement africain pour la démocratie et le progrès (MADEP), il n'est pas sur que ces leaders politiques de l'opposition assistent à ces journées de réflexion sur la situation politique du pays. « Il n'est pas évident que nous serons à ces journées de réflexion initiées par le président Yayi Boni », a-t-il déclaré.

RDC: Kinshasa refuse que l'Inde renforce les troupes onusiennes

KINSHASA (AFP) - mercredi 26 novembre 2008 - 21h47 - Kinshasa a annoncé mercredi son refus de voir des troupes indiennes renforcer la mission de l'ONU en République démocratique du Congo (RDC), où New Delhi est pourtant le principal contributeur en Casques bleus, en leur reprochant notamment d'avoir commis des "exactions". Dans une lettre au secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon, transmise le week-end dernier à la Mission de l'ONU en RDC (Monuc), le gouvernement congolais écrit: "Nous récusons les troupes indiennes", a indiqué à l'AFP le porte-parole de l'exécutif Lambert Mende.

M. Mende a précisé qu'il faisait référence au renforcement de 3.000 Casques bleus pour la Monuc décidé le 20 novembre par le Conseil de sécurité de l'ONU en raison de la reprise des combats, fin août, entre la rébellion de Laurent Nkunda et l'armée congolaise dans le Nord-Kivu (est). Selon le porte-parole, le gouvernement "a parfaitement le droit de récuser, pour des raisons de souveraineté et d'Etat, le déploiement sur son territoire de troupes d'un pays". Dans la lettre, qui a été lue à l'AFP, le gouvernement explique qu'"au regard des nombreuses exactions fort malheureuses commises par certaines troupes au sein de la Monuc, la population comprendrait mal que des contingents de même origine viennent renforcer les effectifs de la Monuc".

La nature de ces "exactions" n'est pas précisée, mais des Casques bleus, dont des Indiens, sont soupçonnés par l'ONU d'abus sexuels. A New York, les Nations unies ont confirmé que Ban Ki-moon avait reçu une lettre dans laquelle le gouvernement congolais récuse certaines contributions de troupes, affirmant toutefois qu'elle "ne mentionnait pas un pays en particulier". La porte-parole de l'ONU Michèle Montas a assuré que l'organisation prenait "toujours en considération le point de vue

du pays hôte", tout en précisant que la "brigade indienne" s'était "très bien acquittée de sa tâche" sur "la ligne de front dans le Nord-Kivu".

Selon le directeur du Groupe d'information sur la paix et la sécurité (Grip), Xavier Zeebroek, les autorités congolaises "ont été très déçues que la Monuc ne les ait pas soutenues dans leurs offensives". Plusieurs sources diplomatiques estiment aussi que Kinshasa soupçonne les troupes indiennes "de collusion" avec Laurent Nkunda. En mars, un officier indien avait publiquement affiché son soutien au chef rebelle, le qualifiant de "frère" combattant "pour une noble cause". Dans sa lettre, le gouvernement "demande" en outre que lors d'une prochaine rotation des troupes onusiennes, "les unités particulièrement ciblées par l'opinion nationale soient affectées ailleurs qu'au Kivu".

Ce qui signifie que "la brigade indienne doit quitter le Nord-Kivu", a estimé un expert à Kinshasa. La position de Kinshasa va profondément embarrasser l'ONU. Avec environ 4.400 militaires en RDC, tous déployés dans le Nord-Kivu, l'Inde est le principal contributeur de la Monuc, dont elle fournit la totalité des hélicoptères de combat. Elle s'est portée volontaire à hauteur d'environ 1.200 hommes pour renforcer la mission, selon des sources diplomatiques.

Si Indiens partent ou n'envoient pas de renforts, "l'ONU n'arrivera pas à trouver des remplaçants", prévient l'expert. La Monuc, déployée depuis 2001 en RDC, immense pays qui sort de cinq années de guerre régionale (1998-2003), est la plus importante mission de paix actuelle de l'ONU, avec 17.000 Casques bleus.

Sur le terrain, malgré l'accalmie des derniers jours, les rebelles se sont emparés de Kisharo, à une centaine de km au nord de Goma, la capitale du Nord-Kivu. Cette localité est située dans une zone que les rebelles avaient unilatéralement évacuée la semaine dernière et où, en affirmant mener des "opérations de police", ils affrontent depuis plusieurs jours des miliciens pro-gouvernementaux Mai-Mai. La Monuc a "condamné cette nouvelle violation du cessez-le-feu".

NIGERIA - Le pays refuserait de réduire davantage sa production pétrolière

27 novembre 2008 - par XINHUA

Le Nigeria a déclaré qu'il refuserait de nouvelles réductions de sa production de pétrolière si les autres membres de l'OPEP ne respectent pas les directives déjà adoptées par le cartel. L'OPEP avait décidé que ses membres baissent leur production afin d'empêcher la chute du cours du pétrole sur le marché mondial. Le Nigeria a ainsi réduit sa production de 113.000 barils par jour (bpj), pour atteindre le niveau de 2,05 millions de bpj.

Le ministre d'État nigérian pour l'énergie Odein Ajumogobia a affirmé à la presse que son pays refuserait de réduire sa production davantage, avant que les autres membres de l'OPEP n'appliquent la décision. "Notre position est que nous voulons nous assurer que tout le monde respecte la décision de réduction", a-t-il souligné.

"Nous avons constaté que plusieurs pays ne la respectent pas", a-t-il ajouté. "Nous maintenons la production sur laquelle nous étions d'accord, soit 2,05 millions de bpj, bien que nous ayons une capacité pour atteindre un chiffre plus élevé. Nous respectons strictement la réduction", a ajouté le ministre.

AFRIQUE - Organiser des réseaux pour développer le transport aérien

26 novembre 2008 - par XINHUA

Les représentants d'une quarantaine de compagnies aériennes africaines, réunis les 24 et 25 novembre à Ouagadougou dans le cadre de la 40e assemblée générale annuelle de l'Association des compagnies aériennes africaines (AFRAA), sont favorables à la création de réseaux pour développer le transport aérien en Afrique.

Outre le désenclavement du continent par la libéralisation des marchés de transport aérien, l'assemblée a également recommandé que les petites et moyennes compagnies se regroupent ensemble et créent des groupes d'alliances régionales. La rencontre a par ailleurs insisté sur le développement des liaisons interafricaines, la consolidation des capacités humaines et techniques et l'implication des pouvoirs publics afin de donner tout le poids et soutien aux compagnies aériennes africaines.

Sur le développement du transport aérien, le secrétaire général de l'AFRAA, Christian Folly-Kossi a dit que l'assemblée générale a conclu que les compagnies aériennes coopèrent davantage ensemble.

"Le message fort de l'AFRAA, a-t-il fait remarquer, est que dans tous les pays où les compagnies sont faibles, et où les compagnies n'existent pas, que nous prenions l'option de créer des compagnies multinationales privées".

Le président de l'AFRAA, Mohamed Ghelela, directeur général de la compagnie Air Burkina a indiqué

qu'il s'agit aujourd'hui pour les compagnies aériennes africaines, au-delà de la crise financière, de voir comment se mobiliser afin de travailler ensemble. La 40e assemblée générale de l'AFRAA a marqué son support et son soutien aux projets de création de compagnies régionales en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Présidant la cérémonie, le président Blaise Compaoré a donné l'assurance aux participants que toutes les décisions prises et les actions à entreprendre par les Etats, seront relayées par lui-même à ses pairs. Le président Compaoré les a exhortés à œuvrer au renforcement des flottes existantes, à la création de nouvelles compagnies et à la résolution des coûts exorbitants des billets d'avion.

Zimbabwe : Tsvangirai demande que le médiateur Mbeki démissionne

LEMONDE.FR avec AFP et AP | 26.11.08 | 17h35

Le chef de l'opposition zimbabwéenne, Morgan Tsvangirai, a demandé, mercredi 26 novembre, que l'ancien président sud-africain Thabo Mbeki démissionne de son poste de médiateur dans la crise politique au Zimbabwe, alors qu'un nouveau cycle de négociations a commencé mardi.

"Malheureusement, les négociations ont été freinées par l'attitude et la position du médiateur Thabo Mbeki", déclare dans un communiqué le chef de file du Mouvement pour le changement démocratique. *"Il n'a pas l'air de comprendre à quel point la situation est désespérée au Zimbabwe, et les solutions qu'il propose sont trop petites."* M. Mbeki, avec qui l'opposant dit entretenir des *"relations exécrables"*, supervise depuis mardi une nouvelle série de négociations à Johannesburg pour tenter de sauver un accord de partage du pouvoir, signé le 15 septembre et resté depuis lettre morte malgré ses nombreux efforts de médiation.

CRISE HUMANITAIRE "HISTORIQUE"

Ces discussions politiques s'ouvrent alors que le pays traverse une crise humanitaire sans précédent, rappelle par ailleurs le chef de l'opposition. L'épidémie de choléra qui se répand à travers le pays représente *"la plus grande menace"* de l'histoire du Zimbabwe, estime-t-il dans un communiqué.

"Alors que des millions de personnes sont menacées de famine dans les mois à venir, le taux de mortalité lié au choléra s'élève désormais à plus de cinquante personnes par jour et augmentera de manière dramatique avec le début de la saison des pluies", en décembre, poursuit-il.

Tenant un discours diamétralement opposé, le gouvernement zimbabwéen a de nouveau répété, mercredi, que l'épidémie était *"sous contrôle"*. Le ministre adjoint de la santé, Edwin Muguti, n'a ainsi pas estimé *"nécessaire"* de déclarer l'état d'urgence réclamé par plusieurs associations pour lutter contre la propagation de la maladie. Près de neuf mille cas de choléra ont été recensés au Zimbabwe, dont trois cent soixante-six mortels, entre la mi-août et le 25 novembre, selon l'ONU, qui estime également que près de la moitié de la population aura besoin d'une aide alimentaire en janvier.

Pretoria peine à imposer une sortie de crise au Zimbabwe

LE MONDE | 26.11.08 | 14h40 JOHANNESBURG CORRESPONDANCE

Les pourparlers visant le partage du pouvoir au Zimbabwe ont repris, mardi 25 novembre en Afrique du Sud, sous l'égide de l'ancien président sud-africain Thabo Mbeki. Huit mois après une élection présidentielle défavorable au président sortant Robert Mugabe, ce dernier, au pouvoir depuis 1980, refuse d'appliquer l'accord qu'il a pourtant signé le 15 septembre, et qui attribue le poste de chef du gouvernement et plusieurs ministères-clés au chef de l'opposition, Morgan Tsvangirai.

Alors que le Zimbabwe continue de s'enfoncer dans le chaos, désormais aggravé par une épidémie de choléra, se pose la question de la capacité de l'Afrique du Sud, la puissance régionale, à peser en faveur du règlement d'une crise qui menace la stabilité de la région, y compris le voisin sud-africain.

La première raison tient dans la faiblesse de l'exécutif de Pretoria depuis la démission de M. Mbeki et son remplacement par Kgalema Motlanthe, en attendant l'élection présidentielle de 2009. *"L'Afrique du Sud ne peut pas vraiment montrer ses muscles, car son président n'est pas légitime pour prendre de lourdes décisions,* estime John Makumbe, professeur de sciences politiques à l'université du Zimbabwe à Harare. *Il peut simplement essayer de faire avancer l'attelage avec quelques carottes."*

Le 21 novembre, l'Afrique du Sud a annoncé la suspension d'un programme d'aide agricole de 300 millions de rands (23 millions d'euros) pour son voisin tant qu'un gouvernement d'union nationale n'aura pas été formé.

M. Motlanthe doit aussi composer avec son prédécesseur Thabo Mbeki. Ce dernier, fort de l'accord du 15 septembre, a conservé son rôle de médiateur en dépit des critiques sur sa *"diplomatie silencieuse"* considérée comme complaisante à l'égard de Robert Mugabe.

RÉSISTANCES

En Afrique australe, Pretoria doit faire face à des résistances de chefs d'Etat qui, en Angola, au Mozambique, en Namibie et même dans la patrie de Nelson Mandela, sont d'anciens dirigeants de mouvements de libération nationale. Ils conservent un regard bienveillant à l'égard du "camarade Mugabe" qui a "bouté les Anglais" hors de l'ex-Rhodésie en 1980. Certains présidents d'Etats peu démocratiques "sont peu enclins à pousser Mugabe vers la sortie, car cela pourrait signifier que leur tour viendra demain", analyse encore John Makumbe.

Lundi, le président de l'ANC (Congrès national africain), Jacob Zuma, a pourtant une fois de plus haussé le ton : "On ne peut pas en rester à un accord sans son application. C'est désormais urgent, parce que les gens meurent." Mais que restera-t-il des fortes paroles de M. Zuma lorsqu'il sera, comme c'est probable, président d'Afrique du Sud en 2009 ? - (Intérim.)

Portrait : Jacky Ido, l'étoile noire

LE MONDE | 26.11.08 | 15h51

C'est un conte de fées que ne renierait pas Hollywood. L'histoire d'un artiste issu d'un quartier difficile qui tourne actuellement dans le prochain film d'un monstre sacré du cinéma mondial, l'Américain Quentin Tarantino.

Un trentenaire de banlieue qui sourit à n'en plus finir de son destin incroyable : Jacky Ido, l'étoile noire qui brille dans le ciel du Clos-Saint-Lazare, un quartier sensible de Stains (Seine-Saint-Denis), va exploser dans les prochains mois. Dès le 26 novembre, dans le film de François Dupeyron (*Aide-toi, le ciel t'aidera*). Puis au printemps 2009, au Festival de Cannes si tout va bien, pour la projection de *Inglourious Basterds*, le film de Tarantino, où il tient le rôle d'un projectionniste dans le Paris de la seconde guerre mondiale.

Au commencement de cette belle histoire, était un gamin né à Ouagadougou, au Burkina Faso, en 1977. Un enfant qui effectue des allers-retours entre deux cultures, entre son pays natal et la France, terre d'adoption et de rencontre de ses parents. Lui et sa famille se fixent définitivement en France quand il a 11 ans. Un espoir et une claque : "Au Burkina, quand on dit qu'on va en France, ça fait pétiller les yeux. Mais en France, quand on est à Stains, on est dans l'une des villes les plus pauvres." Un euphémisme : dans le palmarès des quartiers sensibles, le Clos à Stains fait partie des "ghettos" les plus fermés et les plus durs de la banlieue parisienne.

Jacky Ido a grandi dans une famille recomposée à la française : cinq enfants issus du premier mariage de son père, trois de celui de sa mère, puis Jacky et son petit frère Cédric. Une tribu qui ne vit pas ensemble - la mère retourne au Burkina Faso plusieurs années, le père reste à Stains - mais qui donne au gamin une furieuse envie de grandir plus vite. Avec ses grands frères, il découvre les bandes dessinées et les livres. Le gamin apprend à lire tout seul avant d'entrer au CP. "Un autodidacte complet", résume Cédric, son jeune frère, également comédien, qui joue un second rôle dans le dernier Spike Lee.

Tout sauf un hasard. "Mes parents ont échappé à leur condition très tôt grâce à leurs études", raconte Jacky Ido. Le père passe par l'administration coloniale, suit des études au Sénégal, devient infirmier, émigre en France dans les années 1960, où il obtient une spécialisation en anesthésie. La mère devient biologiste après avoir étudié au Burkina Faso puis en France. "Ils avaient une certitude, un modèle : pour réussir en France, il faut faire des études." Donc des livres, des films à profusion pour leurs enfants. Et une consigne que Jacky et son frère répètent avec les mêmes mots des années plus tard : "Ce que vous faites, faites-le à fond."

Jacky s'accroche et attire l'attention de ses enseignants. Première révélation : un instituteur l'amène à participer à des ateliers d'écriture. Vingt ans après, l'enseignant se souvient que, fasciné par son élève, il avait montré ses rédactions à des collègues de lycée. "A l'époque, j'avais dit à ma femme que Jacky deviendrait acteur ou président de la République", sourit Jean-Brice Gremaud.

Le second coup de pouce vient d'une professeuse de collège qui perçoit à son tour le diamant caché sous la casquette. Lorsqu'elle organise un voyage scolaire en Italie, elle l'emmène dans ses bagages. "Je n'avais pas d'argent mais elle voulait absolument que je voie la chapelle Sixtine !" Il finira par obtenir une mention "bien" au bac. Puis deux maîtrises, en littérature et en langues étrangères appliquées.

Ses premières années au Clos l'obligent à devenir caméléon. A cacher son français trop parfait, appris dans les livres. "Je suis arrivé en France avec une langue un peu châtiée. A Stains, on se fout vite de ta gueule, et j'ai appris à dissimuler mon français. Sauf à l'écrit où je pouvais sortir précisément ce que je voulais exprimer."

Il apprend à passer d'un personnage à un autre. De l'adolescent qui traîne avec les caïds de la cité au passionné de lecture qui avale des bibliothèques (Maupassant, Proust, Faulkner, la Bible...). Du basketteur prometteur à l'amateur d'art qui dévore les films accumulés par son père (Audiard,

Scorsese, Hitchcock, etc.). Jacky Ido veut être "un artiste total". Sans frontières. "J'ai envie de tout : du théâtre, de la photo, de la musique, du cinéma... Et dans toutes ces activités, je veux tout faire : de l'éclairage, du montage, de la production, de la réalisation..." Boulémique de culture, de création, de plaisir, d'écriture et de poésie, le fil conducteur de sa vie. "Jacky est un stakhanoviste, un perfectionniste incroyable. Et un type d'une sensibilité hors norme, bourré d'humanité et d'humour", raconte son vieux copain Fabien Marsaud, connu sous le nom de Grand Corps Malade, avec lequel il a créé "Slam' Aleikoum", le rendez-vous des slameurs.

Jacky Ido a appris que Tarantino l'avait retenu pour son film juste avant la naissance de son fils, âgé de 2 mois. "Je travaillais sur mon premier long métrage et je venais de renoncer, à un mois du tournage faute de financement." Une rencontre dont ses yeux, ses mains, son sourire traduisent l'incroyable bonheur ressenti. Et la confiance acquise dans le regard porté par son icône, même s'il ne joue qu'un second rôle aux côtés de Brad Pitt. "J'ai la banane, rigole l'acteur. A 16 ans, je lisais les scripts de Tarantino en anglais parce que j'adorais me plonger dans ses scénarios. Aujourd'hui, je joue pour lui."

Jacky Ido a déjà acquis une certaine reconnaissance. Pas en France mais en Allemagne, où il a tenu le rôle principal dans *White Massai*, une histoire d'amour entre une Blanche et un guerrier africain. Trois millions d'entrées. Mais le film n'a pas été distribué en France. Et pas une ligne ou presque sur l'acteur, resté dans l'anonymat. "Peut-être parce qu'il n'y avait pas, jusque-là, de rôles pour les Blacks en France ?" interroge son agent, Frédérique Moidon, qui suit des acteurs comme Philippe Torreton ou Yvan Attal.

Les Noirs, l'Afrique, la France. La politique n'est jamais loin. L'enfant de Stains cite Gilles Deleuze évoquant l'art comme acte engagé et parle avec émotion de Thomas Sankara, ancien président du Burkina Faso, figure du panafricanisme.

Les banlieues ? "Si elles brûlent, c'est l'expression du ras-le-bol, du sentiment d'oubli. Dans mon cinéma, je voulais faire du léger. Mais le fait d'être noir m'amène à imaginer des films qui racontent sur quoi nous butons." L'artiste est convaincu que le retour à une forme de sérénité est possible. Mais à condition de faire bouger les représentations sur les quartiers. Une histoire d'images, au fond. Un combat par le cinéma où le poète sera en première ligne.

Luc Bronner

Nord-Kivu: Filip Reyntjens "Le risque de contagion régionale est réel"

Par Vincent Hugué, Pierre Ganz, le 26/11/2008 17:44, L'invité de la semaine RFI-L'Express
Professeur à l'Institut de politique et de gestion du développement de l'Université d'Anvers (Belgique), Filip Reyntjens scrute depuis trois décennies l'Afrique des Grands Lacs. Il décrit les racines du conflit du Nord-Kivu, aux confins orientaux de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre).

Près de quinze ans de guerres, entrecoupées d'accalmies trompeuses: y a-t-il une malédiction congolaise?

Pas de fatalité, mais une combinaison de facteurs, dont deux essentiels. D'abord, l'absence d'Etat. Les fonctions régaliennes d'autorité ne sont pas assumées, ou sont privatisées. En cela, l'armée de la RDC, comme l'armée zaïroise avant elle, reste le miroir de cette déliquescence. Ensuite, la poursuite, sous une forme extraterritoriale, de la guerre civile rwandaise. En 1994, lorsque Paul Kagamé prend le pouvoir à Kigali, deux millions de hutus fuient vers les pays voisins, notamment au Zaïre. Parmi eux, les débris d'un régime défait et les miliciens qui avaient joué le rôle que l'on sait lors du génocide. Confronté aux réfugiés-guerriers qui menacent sa stabilité, le Rwanda exporte alors son conflit interne. Dès 2003, quand Laurent Nkunda refuse, à l'instar d'autres officiers tutsis congolais, son intégration au sein de l'armée nationale, c'est sur les instances du régime Kagamé, désireux de disposer d'un pion au Kivu.

Quel est le véritable dessein de Nkunda?

Laurent Nkunda, le 10 novembre dernier dans les montagnes du Nord-Kivu.

Lui prétend conquérir Kinshasa. Je doute qu'il en soit capable, et je suppose qu'il le sait. Mais ce chef rebelle veut au moins troquer son image de seigneur de la guerre local contre celle d'acteur politique d'envergure nationale. Notamment en dénonçant les travers -incontestables- du pouvoir de Kinshasa.

La médiation confiée à l'ex-président nigérian Olusegun Obasanjo est-elle vouée à l'échec?

Ce n'est ni la première, ni la dernière. Le sommet RDC-Rwanda du 7 novembre, à Nairobi, était parfaitement inutile. Les accords sont là. Reste à les appliquer concrètement. L'un d'eux date d'un an et dit deux choses: Kinshasa s'engage à neutraliser les miliciens hutus rwandais, et Kigali s'abstiendra en contrepartie d'appuyer Laurent Nkunda.

Le renforcement annoncé de la Mission des Nations unies (Monuc) suffira-t-il à adoucir le calvaire des civils?

Je suis très favorable à cette idée. On envisage un contingent onusien, composé pour l'essentiel de troupes européennes. Nous avons pu mesurer l'impact d'un tel déploiement en 2003 en Ituri (nord-est), avec le dispositif Artémis. Ce n'est pas qu'une question d'effectifs. Ce qui fait la différence, c'est la qualité des troupes et de leur encadrement.

Faut-il craindre une contagion régionale?

Le risque est tout à fait réel. L'Angola est prêt à envoyer des troupes. L'armée rwandaise est présente au Kivu de façon résiduelle et il lui serait très facile d'infiltrer ses hommes. Et les Ougandais restent aux aguets du fait de la menace de mouvements rebelles à cheval sur leur frontière.

En quoi les richesses naturelles du Kivu alimentent-elles la violence armée?

L'attrait d'un tel pactole est primordial. En 1996-1997, durant le conflit qui a porté Laurent-Désiré Kabila au pouvoir, l'Ouganda, le Rwanda ou le Zimbabwe ont découvert que l'on peut tirer profit d'une guerre menée au Congo. L'exploitation de ces ressources est devenue, pour les voisins de la RDC, un enjeu supérieur aux seuls impératifs sécuritaires.

Que pèse, au Kivu, le facteur ethnique?

La manipulation de l'ethnicité par tous les acteurs est incontestable; c'est ainsi qu'on mobilise et qu'on forge des alliances. Elle contribue à l'extension des conflits.

La lassitude infinie des civils peut-elle changer la donne?

Oui. Les tutsis congolais l'ont très bien compris. Eux ont le choix entre une loyauté ethnique et transfrontalière, qui mène à l'impasse, et une loyauté locale et nationale. Choix douloureux: certains d'entre eux, et on les comprend, considèrent qu'ils n'ont d'autre protecteur que le Rwanda.

RD CONGO 16 personnalités pour une présence de l'UE au Kivu

AFP, lalibre.be le 27/11/2008

Depuis fin août, de violents combats ont repris dans le Nord-Kivu, à l'est de la RDC, entre d'une part la rébellion de Laurent Nkunda et d'autre part l'armée congolaise et des groupes armés alliés. Ils ont provoqué le déplacement de plus de 250.000 personnes.

D'influents anciens responsables politiques et religieux du monde entier ont envoyé jeudi une lettre ouverte aux dirigeants européens réclamant l'envoi par l'Union européenne (UE) d'une force intérimaire en République démocratique du Congo (RDC), pour y protéger les civils.

Les 16 signataires, dont l'ancien archevêque du Cap Desmond Tutu ou l'ancien président tchèque Vaclav Havel, constatent que les combats dans l'est de la RDC ont provoqué une "vraie catastrophe humanitaire".

Ils appellent donc les chefs d'Etat et de gouvernement européens à faire preuve de "leadership politique personnel" en envoyant une force d'interposition, absolument nécessaire selon eux pour éviter une répétition du génocide d'avril 1994 au Rwanda.

Parmi ces signataires figurent deux prix Nobel de la paix, Desmond Tutu et l'ancien président sud-africain Frederik de Klerk, ainsi que Romeo Dallaire, le général canadien qui dirigeait la mission des Nations unies au Rwanda en 1994, ou encore l'ancienne présidente irlandaise Mary Robinson et Vaclav Havel.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé, le 20 novembre, d'envoyer 3.000 Casques bleus pour renforcer la mission des Nations unies en RDC (Monuc), mais "cela prendra vraisemblablement entre trois et six mois pour les déployer", notent-ils. Or, "le peuple congolais ne peut pas attendre".

L'envoyé spécial de l'ONU en RDC a demandé le déploiement d'urgence d'une force intérimaire pour protéger les civils avant l'arrivée des Casques bleus, remarquent-ils. "Il est de plus en plus clair que l'UE est la mieux placée (...) pour jouer ce rôle et se déployer maintenant", écrivent-ils.

"Nous vous exhortons à accepter très rapidement le déploiement d'une force de l'UE", poursuivent-ils.

"De notre point de vue, cela aiderait à protéger les vies de centaines de milliers de civils actuellement en danger. Cela nécessite votre leadership politique personnel pour faire en sorte que ça se produise et nous assurer que plus jamais signifie réellement plus jamais."

Depuis fin août, de violents combats ont repris dans le Nord-Kivu, à l'est de la RDC, entre d'une part la rébellion de Laurent Nkunda et d'autre part l'armée congolaise et des groupes armés alliés. Ils ont provoqué le déplacement de plus de 250.000 personnes.

SUD DU MONDE 27/11/2008 15.46

LES BRÈVES D'AFRIQUE (République démocratique du Congo, Centrafrique, Soudan, Somalie)

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO – Ce sera la mission de l'Onu au Congo (Monuc) qui enquêtera sur les deux fosses communes retrouvées dimanche dernier à Bukavu, chef-lieu du Sud-

Kivu, contenant, selon les médias locaux, les restes d'environ 2000 personnes. La datation de la fosse n'est pas claire pour le moment et la Monuc a fait savoir, suite à une première inspection, qu'il est seulement possible de confirmer la présence de nombreux restes d'êtres vivants, sans pouvoir encore préciser s'il s'agit d'os humains ou d'animaux.

CENTRAFRIQUE – L'ex-président centrafricain, Ange Félix Patassé, déposé par un putsch en 2002, a dit qu'il est disposé à répondre des possibles accusations qui pourraient être formulées à son encontre dans le cadre du procès contre l'ex-vice-président congolais Jean-Pierre Bemba en cours depuis plusieurs mois devant la Cour pénale internationale (Cpi). Bemba est enquêté pour les crimes commis par ses hommes en Centrafrique dans les camps ayant précédé le coup d'état de 2002, déclarant que ses forces répondaient aux ordres de Patassé.

SOUDAN – Le président soudanais, Omar Hassan el Béchir, a signé le décret qui officialise la naissance de la nouvelle commission électorale indépendante qui devra organiser et superviser les élections historiques prévues l'an prochain au Soudan. Le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, s'est dit satisfait du décret, qualifiant la naissance de la nouvelle Commission "d'un des pas en avant les plus importants" vers l'application des accords de paix qui ont mis fin à deux décennies de conflit entre le Nord et le Sud Soudan.

SOMALIE – Le ministre de l'Intérieur du Somaliland a accusé les franges les plus radicales de l'opposition au gouvernement fédéral de transition de Mogadiscio de responsabilité dans les attentats de fin octobre ayant provoqué la mort d'au moins 20 personnes à Hargeisa. Trois attentats simultanés ont pris pour cible un bureau des Nations Unies, l'ambassade éthiopienne et le palais présidentiel. La piste somalienne, très rapidement identifiée, a également été confirmée par les enquêtes qui auraient déjà porté à la découverte des noms des commanditaires des attaques. [MZ/VV][CO]Misna